

DOSSIER
Tout sur la conférence de Copenhague sur cyberpresse.ca/copenhague

BLOGUE
Cancer du sein : des milliers de patientes ont été inquiétées pour rien. Qui ce sera, la prochaine fois? demande Ariane Krol sur cyberpresse.ca/edito

VIDÉO
Un Bouchervillois possède 20 000 objets à l'effigie du père Noël. Découvrez sa collection sur cyberpresse.ca/perenoel

PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES

LES OREILLES BOUCHÉES
L'ÉDITORIAL
D'ANDRÉ PRATTE PAGE 4

UN QUÉBÉCOIS AU PARADIS
LA CHRONIQUE DE LYSIANE GAGNON PAGE 5

CARICATURE
LE PÈRE NOËL
VU PAR CHAPLEAU
PAGE 4

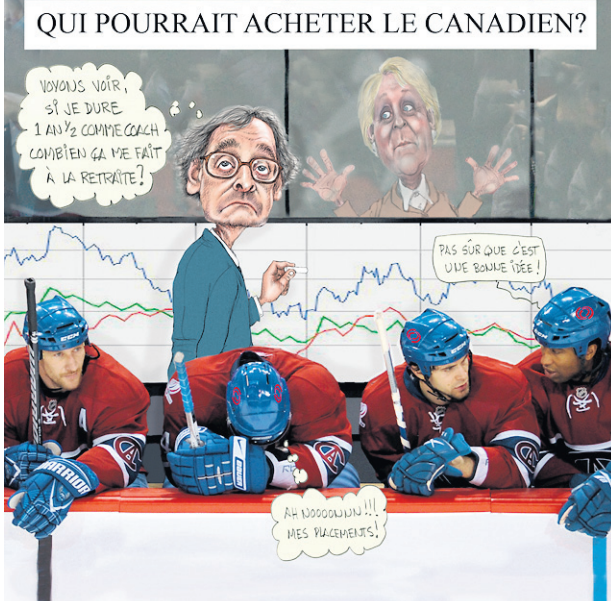


PRÉJUGÉS

OUVRIR LES YEUX

...et apaiser les tensions: pour vaincre les préjugés, la « Caravane de la tolérance » visite les écoles du Québec depuis 15 ans.
AGNÈS GRUDA PAGES 2 ET 3

2009 VU PAR CHAPLEAU PAGE 6



CARICATURES SERGE CHAPLEAU, LA PRESSE

SEULEMENT
2\$
/MOIS
POUR LES ABONNÉS VERSION PAPIER
**2 SEMAINES
D'ESSAI GRATUIT**

OÙ QUE VOUS SOYEZ,
LA PRESSE SUR VOTRE ORDINATEUR
EN VERSION INTÉGRALE.

LAPRESSESURMONORDI.ca



DISCRIMINATION CHEZ LES JEUNES



Pour une mise en situation devant les jeunes, Rivka Demory mime une coloriste qui veut porter le foulard dans un salon de coiffure, devant l'animatrice Nathanaëlle Vincent (de dos). C'est il y a

L'ÉCOLE DE LA

Depuis une quinzaine d'années, la « Caravane de la tolérance » sillonne le Québec pour aller à la rencontre d'élèves du secondaire et leur parler de préjugés, de discrimination et de génocides. Question d'apaiser les tensions, de combattre le harcèlement... et de saisir l'air du temps.



AGNÈS GRUDA

Demandez à des élèves de la fin du secondaire d'illustrer ce qu'est un préjugé, et il y a de bonnes chances pour que le premier exemple qui leur vienne à l'esprit soit: « Les blondes sont naïves. »

C'est ce qui s'est produit à la fin du mois de novembre dans une école secondaire de Sainte-Adèle. Et aussi, une semaine plus tôt, dans un collège privé de Saint-Hyacinthe. L'âge des jeunes: 15 ou 16 ans. Le contexte: une présentation de la « Caravane de la tolérance », qui sillonne la province dans l'espoir d'abattre les murs des stéréotypes et des idées préconçues, générateurs d'exclusion et de discrimination.

Les animateurs de la Caravane commencent par mettre leur public à l'aise. « Savez-vous ce qu'est un préjugé? » demandent-ils d'entrée de jeu. Des exemples, il y en a à profusion en ce vendredi après-midi, dans la bibliothèque de l'école Augustin-Norbert-Morin, à Sainte-Adèle.

Après l'image de sottise rattachée aux cheveux clairs, il y

a celle des « Noirs-qui-se-tiennent-tous-en-gang », puis celle des « dépanneurs-chinois-qui-vendent-des-cigarettes-aux-mineurs ».

« Moi, quand je veux traiter quelqu'un de con, je le traite de juif », confie un élève. « Si je dis que les Noirs ont un gros pénis, est-ce un préjugé? » se risque un petit rigolo.

Les deux animateurs, Nathanaëlle Vincent et Karl Savoie, rament fort pour garder le cap. Leur présentation suit la ligne directrice suivante: d'abord, faire prendre

ultra-préparés et politiquement corrects. C'était le cas à l'école secondaire Saint-Joseph, à Saint-Hyacinthe, à la mi-novembre. Une seule élève a alors exprimé sa crainte au sujet du hijab, qui risque selon elle « de nous faire perdre nos coutumes québécoises ». Son intervention est tombée complètement à plat.

La religion des camisoles

C'était tout le contraire une semaine plus tard à l'école secondaire A.N. Morin, à Sainte-Adèle, où le même sujet a suscité un débat animé. Point de départ de la discussion: l'animateur demande aux élèves ce qu'ils pensent du propriétaire d'un salon de coiffure qui refuserait d'embaucher une coloriste sous prétexte qu'elle porte le foulard et n'exhibe donc pas ses cheveux.

Questions et commentaires fusent de partout. « Elle est arabe, avec une affaire, là? » demande une élève. « C'est son mari qui l'oblige à porter le voile? » questionne une autre.

Tout ce qu'on sait, c'est qu'elle est musulmane, précise Karl

Vérification faite, aucun des élèves n'était en mesure de dire quelle piscine ou centre aquatique autorise les femmes à barboter avec tous leurs vêtements pour des raisons religieuses. Mais, fondé ou non, leur sentiment d'injustice est réel. Deux adolescentes de 16 ans nous l'expliquent: « Moi, je suis complexée, je préfère porter une camisole à la piscine. Pourquoi ELLES ont le droit d'être tout habillées, et moi, je ne peux pas me baigner en t-shirt? Si c'est comme ça, je vais fonder la religion des camisoles! » lance-t-elle avec défi.

Le fil conducteur

Les animateurs marchent sur un fil. D'une part, ils invitent les jeunes à ne pas se censurer. Mais, d'autre part, il ne faut pas qu'ils perdent de vue leur message: les préjugés conduisent à la discrimination, potentiellement porteuse de pires exactions.

Comment la démonstration est-elle reçue? Au secondaire, ça ne prend pas grand-chose pour exclure, dit Michèle Boudrias, animatrice de vie spirituelle à l'école de Sainte-Adèle.

« Pour les jeunes, les trois élèves habillés comme eux sont corrects, et aucun des autres ne l'est », ajoute-t-elle. Dans cette école, les minorités ethniques brillent par leur absence. Les préjugés à leur égard se nourrissent de ce que l'on entend à la maison ou dans les médias.

Mais les sujets de friction ne manquent pas pour autant. Et le grand mérite de ces rencontres, selon M^{me} Boudrias, c'est de « défaire des nœuds ».

« La différence, au secondaire, est très difficile à vivre. Les séances de la Caravane de la tolérance font sortir beaucoup de choses. Parfois, des jeunes disent: moi, je suis gros, j'ai toujours été stigmatisé. »

conscience aux jeunes qu'ils ne sont pas les seuls à nourrir des préjugés; puis tracer le lien de causalité entre ces préjugés et la discrimination – laquelle, dans ses formes les plus extrêmes, peut aboutir à des massacres.

Les animateurs ne savent jamais à quoi s'attendre. Parfois, ils font face à des adolescents

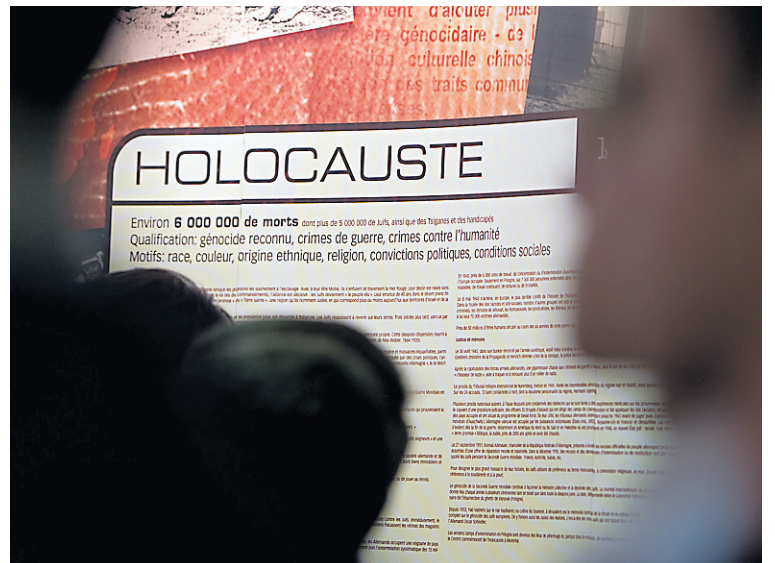
Savoie, qui en profite pour expliquer que les origines arabes et l'islam ne vont pas toujours de pair.

« C'est rendu qu'ils mettent le voile partout, elles vont se baigner tout habillées, puis nous, on n'a pas le droit », avance une élève, ouvrant la porte à une cascade d'interventions du même genre.

« La différence, au secondaire, est très difficile à vivre. Les séances de la Caravane de la tolérance font sortir beaucoup de choses. Parfois, des jeunes disent: moi, je suis gros, j'ai toujours été stigmatisé. »

– Michèle Boudrias, animatrice de vie spirituelle à l'école de Sainte-Adèle

DISCRIMINATION CHEZ LES JEUNES



13 ans, à une époque de tension entre la majorité québécoise francophone et la communauté juive, qu'est née l'idée de la «caravane de la tolérance».

PHOTOS IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

TOLÉRANCE

À la fin de l'une des séances auxquelles nous avons assisté, une élève s'est levée, l'air bouleversé, après la projection d'un court documentaire sur les six génocides du XX^e siècle, que les élèves de l'école de Sainte-Adèle ont regardés dans un silence religieux.

«Moi, j'ai de la famille dans les réserves. Ici, on parle des juifs et des musulmans, mais les Amérindiens, eux, passent sous

la table», a-t-elle lancé, les larmes aux yeux. Un autre nœud à défaire pour l'école...

Parfois, l'impact est encore plus fort. Quelques jours après le passage de la Caravane à Saint-Hyacinthe, une élève a eu le courage de briser le mur du silence pour dénoncer une situation d'intimidation. Après avoir vu la Caravane de la tolérance, l'adolescente a eu le sentiment qu'elle devait agir, confie l'ani-

matrice de pastorale Chantal Richer. «Parfois, en voyant le documentaire sur les génocides, les jeunes se demandent comment de tels événements ont pu se produire, pourquoi personne n'a rien fait pour les empêcher», dit M^{me} Richer. Et après, ils se disent qu'ils peuvent agir à leur petite échelle, à eux.

Pour Chantal Richer, «la Caravane donne des yeux aux élèves.»

TOLÉRANTS, LES JEUNES?

Les Noirs sont moins intelligents que les Blancs:

Vérité: **2,4%**
Préjugé: **92%**
Ne sait pas: **5,4%**

Les Arabes sont des fanatiques religieux:

Vérité: **23,9%**
Préjugé: **54,3%**
Ne sait pas: **21,7%**

Les homosexuels représentent un danger pour les enfants et ne devraient pas travailler dans une garderie:

Vérité: **12,4%**
Préjugé: **79,6%**
Ne sait pas: **8%**

La grande majorité des politiciens sont des personnes malhonnêtes:

Vérité: **50,1%**
Préjugé: **31%**
Ne sait pas: **18,3%**

Les couples de même sexe ne sont pas en mesure de subvenir aux besoins affectifs d'un enfant et ne devraient donc pas être autorisés à en adopter:

Vérité: **20,6%**
Préjugé: **65,8%**
Ne sait pas: **13,7%**

Les assistés sociaux sont des paresseux qui abusent du système:

Vérité: **25,4%**
Préjugé: **53,6%**
Ne sait pas: **20%**

Ces données proviennent d'un sondage réalisé l'an dernier par la Coopérative de travail Interface auprès de 900 élèves de troisième, quatrième et cinquième secondaire. Les répondants devaient décider si les affirmations qu'on leur présentait étaient vraies ou devaient être rangées dans la catégorie des préjugés. La marge d'erreur est de 3,27 points de pourcentage.

Devenir des « justes »

AGNÈS GRUDA

L'idée a émergé à une époque de tension entre la majorité québécoise francophone et la communauté juive. Et si on faisait la tournée des écoles pour expliquer aux élèves la réalité des Québécois d'origine juive, les préjugés qui existent à leur égard et l'histoire de l'Holocauste? avait imaginé le Comité Rapprochement Québec, mis sur pied pour bâtir des ponts entre les deux groupes.

Mais rapidement, l'initiative s'est étendue à d'autres minorités, victimes d'autres préjugés, dit Assia Kada, directrice de la Fondation de la tolérance.

C'est cette fondation qui organise, depuis 13 ans, les tournées de la Caravane de la tolérance au Québec.

Les «caravaniéristes» vont partout: écoles francophones de communautés monolithiques où les immigrants sont rarissimes, polyvalentes multiethniques de Montréal, écoles anglophones ou juives... D'un

endroit à l'autre, les sensibilités sont différentes. Mais des préjugés, il y en a partout.

Les «caravaniéristes de la tolérance» s'inspirent de l'expérience de l'Holocauste pour inciter les jeunes à devenir des «justes»: ceux qui refusent de tyranniser le

Ils s'inspirent de l'expérience de l'Holocauste pour inciter les jeunes à devenir des «justes»: ceux qui refusent de tyranniser le petit gros, le «fif» ou le latino.

petit gros, le «fif» ou le Latino. Ils ne font pas de miracles. Mais au moins, ils ouvrent des portes.

Les séances de la Caravane constituent aussi une sorte de baromètre qui permet de saisir l'air du temps, ajoute Assia Kada. Car les préjugés fluctuent au fil des controverses publiques.

«Avant 2001, on parlait surtout d'homophobie, de conditions sociales et d'apparence physique» se souvient-elle.

Puis, il y a eu le 11 septembre et l'explosion du discours antimusulman. «Nous avons dû démystifier les préjugés sur les Arabes et sur les Juifs, expliquer que les Arabes ne sont pas tous des terroristes et que les Juifs ne dominent pas le monde», dit Assia Kada.

Puis il y a eu une brève période d'apaisement, suivie de la tempête des accommodements raisonnables. «Là, on en a entendu des vertes et des pas mûres. Les élèves disaient que les immigrants n'ont qu'à rentrer chez eux. Le discours était très agressif. C'était inquiétant.»

M^{me} Kada était d'autant plus inquiète que les jeunes, autrefois ouverts aux explications des caravaniéristes, s'accrochaient alors à leurs préjugés «avec agressivité et colère.»

Depuis, cette colère s'est apaisée. Mais elle n'a pas disparu pour autant...

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Les oreilles bouchées



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Le gouvernement Charest vient de publier la première étude préparée par quatre économistes réputés sur l'état des finances publiques.* La conclusion de cette étude

Chaque fois que retentit un signal d'alarme au sujet des finances publiques, les Québécois font la sourde oreille.

n'est pas nouvelle: le Québec vit au-dessus de ses moyens. La démonstration est solidement étayée, mais plusieurs l'ont déjà balayée du revers de la main.

Le jour même de la publication du document, Camil Bouchard, en annonçant sa démission comme député, émettait le vœu que le gouvernement québécois augmente substantiellement ses dépenses, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Quelques jours plus tôt, la CSN préconisait une hausse des impôts afin de financer «un niveau plus élevé de services publics et de programmes sociaux accessibles et de qualité».

Chaque fois que retentit un signal d'alarme au sujet des finances publiques, les Québécois font la sourde oreille. Les leaders sociaux-démocrates, eux, y voient une tentative de saper le rôle de l'État. Ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Au contraire, il s'agit de s'assurer que le gouverne-

ment du Québec continuera d'avoir les moyens d'assurer les services publics souhaités par les Québécois. Or, l'étude des économistes Fortin, Gagné, Godbout et Montmarquette montre bien qu'«on arrive à la limite des choix effectués pour satisfaire la population».

Selon eux, si le gouvernement du Québec offrait les mêmes services publics que celui de l'Ontario (qui n'est tout de même pas le Texas...), il économiserait 17,5 milliards par année. Le Québec dépense donc beaucoup plus que les autres provinces. C'est un choix de société qui se défendrait si nous étions plus riches que nos voisins. Toutefois, ce n'est pas le cas. Les Québécois doivent donc financer ces importantes dépenses publiques par des impôts plus élevés; c'est pourquoi le fardeau fiscal est plus lourd ici qu'ailleurs au pays et aux États-Unis. Quoi qu'en pense la CSN, il serait difficile d'augmenter sensiblement les impôts sans que cela ait un effet néfaste sur la compétitivité de la province.

Comme la fiscalité ne suffit pas à payer tous les services dont nous jouissons, le gouvernement doit s'endetter. Or, l'État québécois est déjà beaucoup plus endetté que les gouvernements des autres provinces: 50% du PIB contre 24% du PIB dans le reste du pays. Même si les taux d'intérêt sont actuellement très bas, financer cette dette coûte cette année 6,1 milliards, autant d'argent qui n'est pas disponible pour payer les services publics. Et cette somme déjà colossale passera à 9,8 milliards d'ici quatre ans.

Les Québécois et leurs leaders politiques semblent ne rien avoir appris de la crise des finances publiques du milieu des années 1990. C'est malheureux. Car la crise qui nous attend fera encore plus mal.

* Deux d'entre eux étaient signataires, avec l'auteur de ces lignes, du manifeste *Pour un Québec lucide*, publié en 2005.

Six jours



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Il reste six jours avant Noël. Jadis religieuse, aujourd'hui familiale ou même strictement consumériste, cette fête n'agit plus comme un ciment social à prise rapide. Ce serait plutôt le contraire. Selon ce que chacun est et croit (ou ne croit pas), Noël peut avoir mille significations, ou même n'en avoir aucune.

Néanmoins, peu de gens sont insensibles à l'atmosphère de cette période, qui suggère à la fois la réflexion et la sérénité, la tolérance et la générosité.

Pour ces six jours, donc, voici six projets inspirés par l'air du temps.

D'ici à Noël, six projets inspirés par l'air du temps...

Un: sauver la planète.

Pas besoin de composter votre CO₂, il suffit de réfléchir un peu avant d'acheter. Par exemple, acquérir un lecteur électronique à la place d'une grosse pile de livres épargnera du papier et du camionnage. Idem pour mille autres choses: beaucoup de ce qui possède une existence matérielle a désormais aussi une version immatérielle, non polluante et tout aussi pratique.

Deux: sauver les êtres humains.

Envoyez un courriel au gouverneur du Texas et priez-le de repenser à la peine de mort. Le Texas a exécuté 24 condamnés

cette année, alors que cette barbarie disparaît rapidement dans l'ensemble des États-Unis (une baisse de 63% depuis 2000). Plaidez aussi auprès des gouvernements chinois et iranien qui, eux, continuent à exécuter à tour de bras.

Trois: aimer les êtres humains.

Quelques billets de 5\$ et quelques minutes de son temps pour arpenter le centre-ville... On donnera chaque coupure à un sans-abri choisi parmi les plus mal pris des mal pris: ces hommes qui, visiblement, n'ont plus la jeunesse, ni la santé, ni l'énergie, ni le moindre espoir. Un sourire et un mot chaleureux comptent tout autant que le beau billet du Dominion.

Quatre: aimer les êtres humains (bis).

Il est presque toujours gratifiant, pour soi et pour l'autre, de reprendre contact avec des gens que l'on n'a pas vus depuis mille ans. Un courriel, un coup de téléphone: un peu de chaleur se crée ainsi, qui aide à supporter le vent parfois glacial soufflant, au quotidien, sur les rapports humains.

Cinq: aimer les bêtes.

En 2008, plus de 4800 chiens et 20 000 chats ont été euthanasiés dans les diverses sociétés protectrices des animaux du Québec. Est-ce... humain? À la condition d'être certain de lui demeurer fidèle, toute personne gagnera à vivre avec une petite bête aimante et aimée, qui ramène un peu à la substantifique moelle de la vie.

Six: rire un peu.

À l'échelle de l'univers et de l'éternité, rien n'est au fond très sérieux. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une vérité à partir de laquelle on peut ordonner toute une existence. Mais, pendant un jour ou deux, entre la dinde et le pâté, elle peut remettre les choses en perspectives...

SANTÉ

Le père Noël, un mauvais exemple



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA

Solidarité contagieuse

L'éditorial de Jean-Pascal Beaupré à lire demain sur Cyberpresse



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

www.cyberpresse.ca/edito

Les personnalités de l'année du monde municipal par Nathalie Collard

EXCLUSIF À CYBERPRESSE

Tiger et le jury médiatique des Blancs sur cyberpresse.ca/tiger

OPINION

Pure fantaisie

Extrapoler que les consommateurs d'OGM s'exposent à des risques de toxicité inadmissibles est intellectuellement injuste

SYLVAIN CHARLEBOIS



L'auteur est vice-doyen à l'École d'études supérieures de politiques publiques Johnson-Shoyama, à l'Université de la Saskatchewan.

Depuis quelques jours, les antagonistes de Monsanto, une multinationale en génie génétique, s'en donnent à cœur joie. Une étude menée au compte du Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (CRIIGEN), basé en France, suggère que trois types de maïs génétiquement modifiés, distribués par Monsanto, comportent des risques de toxicité considérables. Ces conclusions sont publiées ce mois-ci dans la dernière parution de l'*International Journal of Biological Sciences*.

Dans l'article, on indique que le CRIIGEN a mené des contre-expertises aux étu-

des de Monsanto sur son maïs génétiquement modifié. Depuis la sortie de l'étude, plusieurs groupes d'intérêt condamnent les vertus des semences transgéniques.

Avant de tirer des conclusions dangereuses et malignes, il faut bien interpréter la portée scientifique d'une telle étude et d'en saisir sa valeur empirique pour l'avenir de la transgénèse. D'abord, sans dénigrer la qualité des chercheurs impliqués dans l'étude, le CRIIGEN est reconnu comme un groupe qui s'oppose outrageusement à la transgénèse, point à la ligne. Ce n'est pas la première fois que ce groupe fait une sortie percutante et ce ne sera certes pas la dernière. De plus, une partie des données a été fournie par nul autre que le groupe de pression Greenpeace, un regroupement reconnu pour ses spectacles de contestation aux grands éclats, notamment sur sa position contre la transgénèse.

Cette démarche très discutée, biaisée et non scientifique a pour le moins surpris certains lecteurs de sciences qui se sont penchés sur la méthodologie utilisée.

Dans un deuxième temps, l'étude a été publiée dans une revue très jeune puisqu'elle complète son cinquième volume. En biologie, la communauté scientifique qui gravite autour de l'*International Journal of Biological Sciences* est novice et scientifiquement immature. De plus, l'âge des données présentées saute aux yeux du lecteur comme étant insuffisantes et la littérature est carrément obsolète. Les essais en laboratoire ont été effectués en 2001, sur des rats, il faut bien le dire, et la plupart des références sont antérieures à 2005. Tout porte à croire que l'article eut été refusé par d'autres revues scientifiques plus réputées avant d'être accepté par l'*International Journal of Biological Sciences*. C'est une

hypothèse vraisemblable. Alors d'extrapoler que les consommateurs s'exposent à des risques de toxicité inadmissibles en se fiant sur les résultats de cette étude tient de la pure fantaisie. Un tel constat est inapproprié et intellectuellement injuste.

Cela étant dit, nous devons tout de même considérer cette étude comme étant valide et ses valeurs empiriques contribueront, bien sûr, au débat qui entoure le transgène. Se fier uniquement aux études qui émanent de Monsanto et d'autres sociétés majeures serait irresponsable. Les auteurs de l'étude conseillent qu'il faut continuer la recherche dans le domaine afin de mieux comprendre les risques et les enjeux systémiques, et ils ont raisons de le faire.

Se fier uniquement aux études qui émanent de Monsanto et d'autres sociétés majeures serait irresponsable.

De considérer les valeurs empiriques d'une seule étude à la fois est une erreur. Le monde scientifique s'est habitué à alerter la société lorsqu'un danger potentiel est mis en lumière par un cumul d'études arrivant aux mêmes conclusions, comme ce fut le cas avec le débat sur les changements climatiques. Pour le semences génétiquement modifiées, ce sera la même chose. Il faut en savoir plus, les chercheurs scientifiques doivent s'activer. Une démarche scientifique doit suivre son cours normal.

Bref, de façon inhérente, chaque étude scientifique présente un biais quelconque et celle-ci ne fait pas exception. C'est tout à fait normal, puisque chaque étude est produite par un humain (ou plusieurs). Dans le domaine agroalimentaire, puisque certains débats sont devenus tellement «idéologues», le biais est parfois plus perceptible. Espérons que cette susceptibilité qui prévaut dans le domaine agroalimentaire s'atténuera avec le temps et par l'accumulation d'études probantes, fiables et crédibles



PHOTO ARCHIVES REUTERS

De jeunes pousses de maïs génétiquement modifiées du centre de recherche Monsanto, au Missouri.

À BIEN Y PENSER

Dans quelques dizaines d'années, si les pires scénarios se réalisent, alors que les écosystèmes seront bouleversés et que des millions de personnes ne pourront plus se nourrir ou même avoir accès à de l'eau potable, nous nous rappellerons avec dépit et cynisme cette époque où nous pouvions encore agir et n'avons rien fait. L'urgence fera alors sans doute consensus, mais il sera trop tard. — Martin-Pierre Boulianne, Montréal

FORUM

Un Québécois au paradis



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

C'est l'histoire d'un Québécois qui arrive au paradis. Saint Pierre, son grand trousseau de clés à la ceinture, le reçoit avec tous les égards: «Bienvenue au paradis, M. Tremblay. Vous avez mené une bonne vie, votre place vous attend...»

Mais M. Tremblay ne l'entend pas de cette oreille. «Écoutez, saint Pierre, moi, j'ai eu froid toute ma vie. Je ne veux pas aller au ciel, dans les nuages. Envoyez-moi en enfer, là où il fait chaud!»

Un peu à reculons, saint Pierre se rend à la demande de M. Tremblay: «Mais quand vous en aurez marre de l'enfer, lui dit-il, remonte ici, je vous garde votre place.»

Quelques jours passent, et le Québécois n'est toujours pas réapparu.

Saint Pierre, un peu inquiet, descend vers la grande porte rougeoyante de l'enfer. Il entrouvre la porte, essayant de distinguer son M. Tremblay à travers les flammes et la noirceur... Quand tout à coup s'élève du fond de l'enfer une grosse voix de Québécois: «LA PORTE!»

Je crois vous avoir déjà raconté cette blague, ami lecteur, mais je n'ai pu résister au plaisir de la reprendre. Elle est de saison, et elle m'est revenue à l'esprit alors que je marchais vers *La Presse*, frigorifiée de la tête aux pieds, les muscles contractés et la peau meurtrie, en pesant contre la vague de froid inhumain qui s'est abattue sur le Québec comme un vilain pied de nez au discours sur le réchauffement climatique...

■ ■ ■

NOËL BIENTÔT... Pour bien des gens, ce week-end-ci marque le début de la frénésie des Fêtes: course aux cadeaux, boustifaille et autres festivités... Pour nos gouvernements toutefois, c'est l'heure de la libération. Les parlements ferment, la férocité partisane se dissipe, l'opposition part en vacances et les locataires du pouvoir ne sont plus obligés de rendre des comptes.

C'est ce moment qu'attendaient les Harper et Charest, qui sont tous deux aux prises avec des demandes d'enquêtes publiques, la première sur les allégations de torture dont auraient été victimes certains détenus afghans, la seconde sur l'industrie de la construction.

Il y a des différences dans le volume des clameurs. Au fédéral, le scandale autour des détenus afghans se limite plutôt à l'enceinte parlementaire, tandis qu'au Québec, les demandes d'enquête sur l'industrie de la construction proviennent de toutes parts – autant de M. Tout-le-Monde que des commentateurs ou des partis de l'opposition. Et pour cause! On n'a pas toutes les preuves mais on s'en doute: si les travaux publics, au Québec, coûtent 40% de plus qu'en Ontario, c'est qu'il y a de la corruption quelque part! Et beaucoup! De même, inévitablement, que des complications parmi les politiciens et les fonctionnaires.

Le gouvernement Harper va se tirer de cette mauvaise passe parce qu'un scandale impliquant des talibans n'aura pas de grosses retombées politiques. Quand même, il poussera un soupir de soulagement quand les mots «torture» et «cover-up» cesseront de résonner tous les jours au Parlement.

Gagner du temps, miser sur le fait que la mémoire de l'électeur est une faculté qui oublie... tel est l'espoir de tout gouvernement empêtré dans une controverse.

Le gouvernement Charest, quant à lui, sort de la dernière session beaucoup plus mal en point, et il n'est pas sûr que lorsque l'Assemblée nationale reprendra ses travaux, en février, la question des liens entre les libéraux et les entrepreneurs ne reviendra pas sur le tapis...

M. Charest ne peut que souhaiter que, à ce moment-là, d'autres événements et d'autres polémiques auront fait passer au second plan les présumés scandales dans la construction. Gagner du temps, miser sur le fait que la mémoire de l'électeur est une faculté qui oublie... tel est l'espoir de tout gouvernement empêtré dans une controverse.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Toutes les décisions cliniques et méthodologiques sont conformes à nos recommandations, insistent les médecins spécialistes associés à la réévaluation des tests de pathologie liés au cancer du sein.

Aucune femme oubliée

Les résultats des tests liés au cancer du sein ont été bien supérieurs à ceux obtenus ailleurs dans le monde

Les auteurs sont 15 médecins spécialistes qui ont été associés à la réévaluation des tests de pathologie liés au cancer du sein.*

Nous tenons à réagir à certaines impressions ou perceptions qui se sont manifestées à la suite de la publication, par le ministère de la Santé et des Services sociaux, des résultats de la réévaluation des tests de pathologie liés au cancer du sein. Nous le faisons comme médecins et comme membres des deux comités qui ont été étroitement associés à cette démarche: le Comité d'experts constitué par le ministre en juin dernier sur

des derniers mois visait essentiellement à vérifier si certaines d'entre elles auraient pu bénéficier de l'ajout d'une hormonothérapie ou d'une thérapie ciblée. Il est donc faux de prétendre que les patientes n'étaient pas traitées pour leur cancer.

L'étude à grande échelle qui se termine a concerné 7233 personnes qui avaient reçu un diagnostic de cancer du sein durant la période concernée. Dans le contexte de cette démarche, nous avons la certitude qu'aucune femme n'a été oubliée, ni pour la réévaluation de ses tests, ni pour l'ajustement de son

de cellules positives se situe entre 1% et 10%, la décision des médecins peut varier. Certains vont toujours traiter à la moindre positivité; d'autres traiteront seulement si la positivité est supérieure à 10%. Il n'y a pas ce consensus international à cet égard.

Ce qu'il faut retenir en somme, c'est qu'aucune femme n'a été oubliée dans cette démarche. Toutes celles qui pouvaient bénéficier d'un ajustement de traitement ont bel et bien été rejointes, puis prises en charge par leur équipe médicale, qui leur a fourni tous les soins nécessaires, et ce, avec toute la transparence qui s'impose entre le médecin et sa patiente.

Pour notre part, nous maintenons notre association à une démarche qui n'est pas terminée, et nous soutenons les efforts de tous les partenaires en cause en vue d'optimiser la pratique de la pathologie au Québec. Nous sommes convaincus que le Ministère donnera suite à la mise en place d'un plan global d'assurance qualité en pathologie, auquel nous collaborerons sans réserve.

Toutes les femmes atteintes d'un cancer du sein durant la période visée ont profité d'un plan de traitement adapté à leur condition.

cette question, présidé par le D^r André Robidoux, et le Comité consultatif en anatomopathologie, présidé par le D^r Bernard Têtu.

Nous insistons sur le fait que toutes les décisions cliniques et méthodologiques dans ce dossier sont conformes à nos recommandations. Par ailleurs, nous sommes très satisfaits des excellents résultats obtenus, bien supérieurs à ceux qui ont été observés dans des contextes semblables, ailleurs dans le monde.

Il faut rappeler que les diagnostics n'étaient aucunement en cause dans cette démarche, 100% des diagnostics étant justes. Toutes les femmes atteintes d'un cancer du sein durant la période visée ont profité d'un plan de traitement adapté à leur condition, compte tenu de l'évolution de leur maladie.

Plus précisément, ces femmes peuvent bénéficier, si leur condition le permet, de plusieurs types de traitements: chirurgie, chimiothérapie, radiothérapie, hormonothérapie, thérapie ciblée. La démarche qui a été menée au cours

traitement. Les critères choisis pour transmettre les tests à réévaluer ont permis d'englober toutes les femmes pouvant bénéficier d'un ajustement de traitement. Ces critères ont été définis par des experts du Québec en cancer du sein ou en pathologie.

Les seuils de cellules positives auxquels ont fait référence les médias ont trait à deux choses bien distinctes.

Dans le contexte de la démarche de réévaluation, le seuil de 10% utilisé par le Ministère réfère strictement à un critère de sélection permettant d'englober le plus large éventail de tests à reprendre, indépendamment du fait que la personne était traitée ou non. En d'autres mots, tous les échantillons comprenant moins de 10% de cellules cancéreuses positives ont été réanalysés.

Dans le contexte bien différent du traitement, les médecins considèrent aussi le pourcentage de cellules cancéreuses positives. Si le taux se situe à 10% et plus, la plupart des médecins prendront la décision d'administrer un traitement antihormonal. Si le nombre

* Gerald Batist (oncologue médical, Hôpital général juif), Louis R. Bégin (pathologiste, Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal), Chantal Bernard (pathologiste, Centre universitaire de santé McGill), Chantal Caron (pathologiste, Centre hospitalier affilié universitaire de Québec), Isabelle Germain (radio-oncologue, Centre hospitalier universitaire de Québec), Normand Gervais (chirurgien, CSSS de Rivière-du-Loup), Jean Latreille (hématologue et oncologue médical, Hôpital Charles-Lemoyne), Sylvain Mailhot (pathologiste, CSSS de Rimouski-Neigette), Sarkis Meterissian (chirurgien, Centre universitaire de santé McGill), Louise Provencher (chirurgienne, Centre hospitalier affilié universitaire de Québec), Edmond Rizcallah (pathologiste, Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke), André Robidoux (chirurgien, Centre hospitalier universitaire de Montréal), Alan Spatz (pathologiste, Hôpital général juif), Bernard Têtu (pathologiste, Centre hospitalier universitaire de Québec) et Pierre-Paul Turgeon (pathologiste).



Noël, fête en voie de disparition?

Au fil des ans, Noël revêt de moins en moins un caractère religieux. Une fête trop axée sur la consommation, déplore-t-on souvent... alors que nous consommons déjà passablement le reste de l'année! Noël a-t-il encore un avenir? N'aura-t-il bientôt plus de signification véritable que pour les tout-petits? Ou restera-t-il toujours une incontournable et essentielle occasion de retrouvailles familiales? Qu'en pensez-vous? Faites-nous parvenir votre opinion (maximum de 200 mots) à:

forum@lapresse.ca

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations publiées à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. L'adresse du siège social est 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

BILAN 2009 CARICATURES · · · · · L'ANNÉE VUE PAR CHAPLEAU

